



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MOBILISATION DES PERSONNELS DE L'UNIVERSITÉ BORDEAUX MONTAIGNE CONFERENCE DE PRESSE LE 26/01 à 11h

(sur les marches de l'Hôpital Saint-André, place de la République)

La grève du 26 janvier dans l'Éducation nationale est aussi une journée de mobilisation dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Nous, personnels de l'Université, dénonçons :

- **L'abandon par le gouvernement des étudiant.es**, massivement touché.e.s par la précarité, bien avant la crise sanitaire (les cours en présence restent interdits pour l'immense majorité d'entre eux, contrairement aux élèves des classes préparatoires, et le retour progressif des étudiant.e.s annoncé par le gouvernement nécessiterait un déblocage de fonds à la hauteur, qui n'est pas à l'ordre du jour).
- **Le sous-financement structurel des universités** depuis l'instauration de l'« autonomie » des établissements en 2007, qui s'est traduite par un désengagement de l'État et une austérité budgétaire imposée à toutes les universités.
- **Le sous-encadrement pédagogique et administratif** qui implique un recours massif aux heures complémentaires, aux tâches administratives réalisées gratuitement et aux contrats précaires (pour les enseignant.e.s, les recrutements de maîtres de conférences ont diminué de 36% entre 2012 et 2018, ceux de professeurs de 40%).
- **Le mode de financement de la recherche** instauré par la récente Loi de programmation de la recherche (LPR), promulguée le 24/12/2020 en dépit d'une opposition massive, qui impose une logique concurrentielle et inégalitaire, tout en détruisant l'autonomie de la recherche.
- **Les attaques** contre les universitaires en général (accusations d'« islamo-gauchisme »...) et contre le statut des enseignants-chercheurs en particulier (les recrutements peuvent désormais se faire directement par les établissements, sans passer par le Conseil National des Universités, l'instance nationale et majoritairement élue qui gère les carrières).

En conséquence, nous exigeons :

- Des **mesures d'urgence** pour remédier à la précarité et à la détresse des étudiant.es, exacerbées par la crise sanitaire.
- Un **plan d'investissement massif** permettant le plus vite possible le retour des étudiant.es à l'université et des conditions de travail dignes pour l'ensemble de la communauté universitaire.
- **L'abrogation de la LPR** et un financement pérenne des unités de recherche.

Par ailleurs, nous exprimons notre solidarité vis-à-vis de nos collègues du primaire et du secondaire, confrontés à la même offensive destinée à détruire ce qu'il reste du service public de l'éducation.

Contact presse :

Christophe Pébarthe : 06 16 32 48 48